

Coordonnées de l'organisme
souhaitant bénéficier de l'autorisation :

.....
.....
.....

Notre Réf. :

Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale
Rue Haute 139
1000 BRUXELLES

Dossier traité par :

Fonction :

Tél. :.....

Email

Date :

OBJET : *Engagement de conformité aux conditions de l'autorisation unique pour les villes et communes, leurs concessionnaires et les régies autonomes communales de demander l'identité du titulaire du numéro de la marque d'immatriculation à l'autorité chargée de l'immatriculation des véhicules et cela dans le respect des conditions formulées dans la délibération AF n° 12/2009 du 1^{er} octobre 2009*

Madame, Monsieur,

Par la présente, je me réfère à la délibération AF n° 12/2009 portant autorisation unique pour l'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des personnes qui sont débitrices, du fait de l'utilisation d'un véhicule, d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement.

Après avoir pris connaissance de la dite délibération AF n° 12/2009 (et de ses modifications éventuelles), je déclare m'engager à respecter toutes obligations qu'elle(s) impose(nt).

En particulier, les traitements opérés sur les données obtenues auprès de la DIV seront donc conformes aux conditions édictées par cette délibération, et notamment :

- respect du principe de finalité, c'est-à-dire de n'utiliser les données obtenues que pour l'encaissement d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement et de ne pas utiliser les données pour la gestion de parkings privé ;
- ne traiter des données personnelles qu'en cas de nécessité et d'évaluer la possibilité d'installer un système pouvant prévenir les défauts de paiement (par ex., des barrières) ;
- obtenir auprès de la DIV que les noms, prénoms et adresses des titulaires d'immatriculation ;
- supprimer les données dès qu'elles ne sont plus nécessaires et en tout état de cause ne pas conserver les données au-delà de la réception de la somme due ;
- informer clairement les personnes concernées ;
- ne permettre le traitement interne des données qu'aux personnes qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions, de désigner les catégories de personnes ayant

accès aux données avec une description précise de leur fonction et de tenir la liste de ces catégories de personnes à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée

- préserver la confidentialité des données (notamment en ne permettant l'accès aux données qu'aux personnes soumises à une obligation légale, statutaire ou contractuelle de confidentialité) et de ne pas les communiquer à des tiers (hormis la ou les communication(s) nécessaire(s) réalisée(s) dans le cadre d'une éventuelle poursuite en justice)
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles de sécurité et soumission à cet égard au contrôle du Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale ;
- accepter les possibilités de contrôle et d'inspection des services compétents (police, justice et Commission de la protection de la vie privée) et se plier aux éventuelles recommandations ou aux éventuels retraits d'autorisation.

Je m'engage également à ce que l'organisme que je représente avertisse le Comité si, après avoir bénéficié d'une autorisation, il n'est plus en charge de l'encaissement des redevances de stationnement.

Par la présente, j'adresse au Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale :

- la preuve justifiant le droit de percevoir des rétributions, taxes ou redevances de stationnement (contrat de concession, statuts de la régie communale,...) **(mention à biffer si l'organisme demandeur est une commune)**
- le questionnaire d'évaluation relatif aux mesures de sécurité¹ mises en place pour le traitement des données à caractère personnel obtenues auprès de la DIV, dûment complété et conforme à la vérité.

J'ai pris bonne note que l'autorisation pour demander l'identité du titulaire du numéro de la marque d'immatriculation à la DIV, que je sollicite par la présente, ne sera accordée à l'organisme que je représente qu'à la condition que les conclusions du Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale soient favorables aux mesures de sécurité.

Je remercie le Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale de m'informer de la date d'entrée en vigueur de l'autorisation unique *AF n° 12/2009* dans le chef de l'organisme que je représente.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Signature :
Nom du signataire :
Fonction :

¹ Disponible sur http://www.privacycommission.be/fr/static/pdf/fo-af/formulaire-d--valuation_af.pdf